

## VEILLE NATIONALE #10

Du 14 au 27 janvier 2023

\*\*\*\*\*

### Les informations qu'il ne fallait pas manquer

- **Christophe Béchu veut améliorer la gestion de crise lors de sécheresses**

Dans un [entretien](#) accordé [au Parisien](#), Christophe Béchu a dévoilé les principaux axes de la feuille de route gouvernementale sur l'eau, qui devrait être présentée dans les prochaines semaines, dans le cadre de la planification écologique. Le gouvernement a notamment fixé l'objectif de « **diminuer d'un peu plus de 10 % le volume d'eau prélevée dans nos sous-sols d'ici à la fin du quinquennat** ». Pour cela, il considère qu'« **il nous manque un dispositif d'information en temps réel et à une adresse précise avec une appli ou un site Internet. Comme ce genre d'épisodes va se reproduire, il faut mener des analyses toute l'année afin d'affiner les prévisions... et de prendre des restrictions, dès qu'elles sont nécessaires, bien avant le début de l'été** ». Le gouvernement veut également favoriser la **réutilisation des eaux usées**. Cependant, [Florence Habets](#), hydroclimatologue, directrice de recherche au CNRS et professeure attachée à l'ENS, prévient que « *la réutilisation augmente la consommation au lieu de la réduire* ».



- **Olivier Thibault : « L'eau n'est pas qu'un sujet agricole, c'est un sujet pour tous les usages »**

Les sénateurs de la commission du développement durable ont organisé une [table ronde](#) dédiée à la **résilience hydrique de la France**. A cette occasion, Olivier Thibault, directeur de l'eau et de la biodiversité au ministère de la Transition écologique, a déclaré que « **l'eau n'est pas qu'un sujet agricole, c'est un sujet pour tous les usages** ». Il a ainsi mis en avant le **besoin de « sensibiliser les citoyens »** qui peinent encore à concevoir la question de la ressource en eau comme un véritable sujet d'actualité. De plus, il estime que **la gestion de l'eau doit avoir lieu au niveau territorial**. Chaque territoire a la charge d'évaluer les quantités d'eau dont il dispose, et les élus doivent aussi jouer leur rôle dans l'attribution de la ressource, et de choisir quelles activités prioriser.

⇒ CALIF a réalisé un [compte-rendu de cette table ronde](#).

- **Thierry Burlot : « Il faut faire de la politique de l'eau, une politique publique ambitieuse avec l'envie de faire »**

Lors du Carrefour des gestions locales de l'eau les 25 et 26 janvier, Martin Gutton, directeur de l'agence de l'eau Loire-Bretagne, a rappelé que celle-ci prépare un plan de résilience pour la gestion de l'eau, qui sera présenté le 15 mars au conseil d'administration de l'agence, et le 6 avril au comité de bassin. De son côté, Thierry Burlot, président du comité de bassin Loire-Bretagne, a déploré que, lorsque le sujet de l'eau est abordé, on parle de décroissances et de contraintes. Pour lui, « **il faut en faire une politique publique ambitieuse avec l'envie de faire** ». Par ailleurs, dans une vidéo diffusée lors du salon, Christophe Béchu, a souligné : « **Alors que les tensions autour de l'eau vont monter, il est crucial d'engager une révolution démocratique à l'échelle des bassins. Les collectivités ont un vrai rôle à jouer dans le partage et la gestion** ».

⇒ CALIF a réalisé un [compte-rendu](#) des sessions plénières de cet événement.

## Gestion de l'eau

### National

- **Un Conseil de la planification écologique pour partager une « vision globale »**  
Un Conseil de planification écologique s'est tenu le 26 janvier à l'Élysée, autour du président de la République, de la Première ministre, et en présence de Bruno Le Maire, Agnès Pannier-Runacher, Christophe Béchu, Clément Beaune, Olivier Véran, Olivier Klein, Roland Lescure, ainsi que les deux secrétaires généraux Antoine Pellion (planification écologique) et Bruno Bonnell (France 2030). **En plus des arbitrages sur plusieurs sujets, un calendrier a été défini.** Emmanuel Macron devrait revenir sur les enseignements de ce conseil dans une vidéo YouTube, et fixer une date de revoyure. Pour rappel, lors de ses vœux, **Élisabeth Borne a écarté l'annonce de mesures « punitives » et promis des « annonces très concrètes ».**
- **Zéro artificialisation nette (ZAN) : une commission spéciale examinera la proposition de loi au Sénat**  
Les sénateurs se sont prononcés en faveur de la création d'une **commission spéciale** pour l'examen de la [proposition de loi](#) déposée le 14 décembre dernier par la mission de contrôle de l'application du ZAN, initialement introduite par la loi Climat et résilience. La commission *ad hoc* comptera 37 membres, qui seront désignés le 1<sup>er</sup> février prochain. Pour rappel, le ministre de la Transition écologique Christophe Béchu a d'ores-et-déjà annoncé qu'il était ouvert à des [évolutions législatives](#) visant à sortir les projets d'envergure nationale des objectifs régionaux de lutte contre l'artificialisation des sols, de même qu'à certains compromis en créant une « *garantie rurale* » pour l'exploitation du foncier dans certains territoires. Le ministre a néanmoins rappelé l'impératif de « *rendre plus chère l'artificialisation* ».
- **Plusieurs auditions par la mission d'information sur la gestion de l'eau pour les activités économiques, de l'Assemblée nationale**  
A l'Assemblée nationale, la mission d'information sur la gestion de l'eau pour les activités économiques (agriculture, industrie, énergie, tourisme), a auditionné le 26 janvier plusieurs associations et syndicats agricoles. La première audition était celle d'**Irrigants de France**, représenté par Éric Frétilière, président, et par Sabine Battegay, responsable de l'animation, ainsi qu'Alix d'Armaillé, responsable des actions régionales et institutionnelles de **l'Association Association générale des producteurs de maïs**. Puis, une seconde audition a permis aux députés d'écouter Marie-Pierre Repecaud, secrétaire nationale de la **Confédération paysanne**, Suzie Guichard, animatrice nationale du syndicat, Alain Martinaud de la **Coordination rurale**, et enfin Christian Reigue et Sophie Bezeau, respectivement trésorier adjoint et directrice du **MODEF**. La mission d'information a également entendu le **Collectif bassines non merci**. Ces auditions se tenaient à huis clos.
- **Lors de ses vœux, la ministre de la Culture plaide pour la « décarbonation de la culture »**  
Rima Abdul Malak, ministre de la Culture, a présenté ses [vœux](#) aux acteurs du monde culturel le 16 janvier dernier. Après avoir esquissé quelques pistes pour repenser le lien qui unit le monde de l'art aux publics, **la ministre a rappelé la place centrale de la transition écologique dans l'ensemble des politiques publiques, et plaidé pour « une décarbonation de la culture ».** Loin d'une mesure à la marge, Rima Abdul Malak a affirmé qu'il s'agissait bien de « *repenser complètement nos manières de travailler, de produire et de construire* » en **fléchissant notamment les dépenses du ministère vers des chantiers vertueux.**



## Territorial

- **La biodiversité en Centre-Val de Loire plus que jamais menacée par le réchauffement climatique**  
**Les symptômes du réchauffement climatique s'accroissent en région Centre-Val de Loire** (assèchement des sols et des nappes phréatiques, montée des températures, **bouleversement des cycles de l'eau** et répétition de phénomènes climatiques extrêmes). Ces dérèglements ont des conséquences néfastes de plus en plus pesantes pour la **biodiversité**. Ainsi, **25 % des poissons d'eau douce** de la région sont considérés comme « *vulnérables* » du fait du tant du dérèglement climatique que de la pollution des eaux. Aux phénomènes climatiques s'ajoute l'activité anthropique, la région Centre-Val de Loire ayant artificialisé « *1500 hectares annuels entre 2009 et 2019* ».
- **La préfecture d'Ille-et-Vilaine annonce la fin de l'alerte sécheresse**  
Alors que le département est en état d'alerte sécheresse depuis le 28 avril 2022, les services préfectoraux ont publié un **arrêté** y mettant fin le mardi 24 janvier 2023. Les **précipitations abondantes** de la fin décembre ont en effet « *presque permis [...] de rattraper le déficit pluviométrique mensuel engrangé* », ainsi que l'explique la préfecture du dernier département breton à se trouver en état de vigilance. Selon Météo France, **l'indice d'humidité des sols est désormais « au-dessus de la médiane journalière »**, grâce notamment aux épisodes de pluie de début janvier.
- **Consultation publique sur l'arrêté cadre sécheresse dans la Loire**  
Suite à des évolutions réglementaires et pour l'harmonisation entre départements, la DDT de la Loire **a rédigé** un nouvel arrêté cadre sécheresse visant à remplacer celui en vigueur depuis 2016. Après des concertations de septembre à décembre 2022, de nouvelles dispositions ont été ajoutées, dont **la mise en place d'un principe de gradation des restrictions pour les activités économiques des industries, allant jusqu'à l'arrêt total de consommation d'eau**. Le texte est mis en consultation auprès du public jusqu'au 1<sup>er</sup> février.
- **Le projet de golf de Montagnac attise les dissensions autour de l'usage de la ressource en eau**  
Dans l'Hérault, le projet de golf de Montagnac continue à susciter la **polémique**. Après les récentes **déclarations** du préfet qui mettait en doute la pertinence du projet au regard des problématiques de sécheresse récurrente dans le département, les élus locaux investissent le débat. Eric Poujade, conseiller municipal du Vigan (Génération Ecologie) et membre de la Commission locale de l'eau (CLE) du fleuve Hérault, dénonce « *un projet complètement déconnecté de la réalité* », et **prend fait et cause pour les agriculteurs, privés d'eau l'été dernier**. Le maire de Causse de la Selle et président de la CLE Philippe Doutremepuich (SE) fustige également « *un projet anachronique du point de vue des contraintes qui pèsent sur nous en matière d'approvisionnement en eau* ».



- **Ressource en eau en Adour-Garonne : une nouvelle réunion des parties-prenantes fin mars**  
Après avoir mis en garde contre une possible pénurie d'eau à l'été 2023, Alain Rousset, président de la région Nouvelle-Aquitaine (PS) et président du comité de bassin Adour-Garonne, a annoncé la tenue d'une **nouvelle réunion** « *fin mars 2023* » réunissant les représentants du comité de bassin, le préfet coordinateur de bassin, les gestionnaires de soutien d'étiage, et les gestionnaires de retenue hydroélectrique en vue de nouveaux échanges « *sur la base d'une connaissance consolidée de l'état de remplissage des retenues* ». **Ces discussions doivent servir à orienter les débats du comité de bassin prévus le 25 avril 2023.**

## Parcs et Jardins

- **L'inquiétant déclin des espèces d'oiseaux observées dans les jardins français**

Selon une [étude](#) présentée par la Ligue pour la protection des oiseaux (LPO) et le Muséum national d'histoire naturelle (MNHN), **41 % des espèces d'oiseaux observées dans les jardins français au printemps ont vu leurs effectifs diminuer** au cours des dix dernières années. Le président de la LPO, Allain Bougrain-Dubourg, déplore « *une hécatombe* », qui appelle à « *changer nos modes de vie pour sauver les oiseaux de proximité* ». Les recensements ont été réalisés dans « *près de 100 000 jardins* » et ont permis la collecte de millions de données. Parmi les principales causes identifiées de ce dépeuplement figurent **l'effondrement des populations d'insectes et l'artificialisation des territoires**, qui prive les oiseaux d'espaces de nidification.

- **La mairie de Clermont-Ferrand annonce davantage d'espaces verts en 2023**

Le maire de Clermont-Ferrand, Olivier Bianchi (PS), a annoncé au micro de *France Bleu Pays d'Auvergne* le 13 janvier un « [plan de végétalisation](#) » de la ville. Une douzaine de sites feront l'objet d'une « *déminéralisation* », ce qui représente « *17 hectares de parc supplémentaires* », selon l'édile. Divers parcs et espaces verts vont ainsi être aménagés.

- **La Roche-sur-Yon : installation d'une canopée végétale aux futures halles**

La Jeune chambre économique (JCE) de la Roche-sur-Yon a proposé à la municipalité d'installer une canopée végétale hors sol de façon à **ombrager la nouvelle place des Halles et lutter contre la formation d'îlots de chaleur urbains**. Il s'agit là d'une solution alternative destinée à pallier l'impossibilité d'installer des végétaux dans cette zone en y plaçant une [infrastructure mobile](#) sur laquelle se développent des plantes grimpantes. Ces dernières sont **irriguées par des « oyas », des réservoirs d'eau enterrés dans le bac et assurant une circulation de l'eau goutte à goutte, « en fonction des besoins [des plantes]** ». L'inauguration de la première de ces installations, prévue en mars, s'accompagnera d'une « *soirée de sensibilisation des agglomérations* » aux problématiques de chaleur urbaine et aux besoins de végétalisation des centres-villes.

## Nominations

- **Denis Charissoux assurera la direction générale de l'OFB par intérim**

Selon un [arrêté](#) publié au Journal officiel, [Denis Charissoux](#), qui occupait jusqu'ici les fonctions de directeur général délégué aux ressources de l'Office français de la biodiversité, a été chargé d'assurer l'intérim des fonctions de directeur général de l'OFB. Il remplace à ce poste Pierre Dubreuil, devenu directeur général du Domaine national de Chambord, et ce, jusqu'à la nomination d'un nouveau titulaire.



- **Juliette Auricoste nommée sous-directrice de la protection et de la restauration des écosystèmes terrestres**

Selon un [arrêté](#) publié au Journal officiel, Juliette Auricoste a été nommée sous-directrice de la protection et de la restauration des écosystèmes terrestres, à la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires. Elle prendra ses fonctions le 13 février 2023. Elle occupait jusqu'à présent les fonctions de directrice du programme « Petites villes de demain » au sein de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT).

